

Face au lâchage de l'Ukraine, l'Europe sort le chèque

Guerre Après l'annonce par la Maison-Blanche de la suspension de l'aide militaire, Kiev n'a plus que les Européens comme alliés. Ces derniers, sidérés, tentent de riposter. Acculé, Volodymyr Zelensky propose une « trêve » dans les airs et en mer.

Pause. Le président des États-Unis a décrété, lundi, une suspension des livraisons d'aide militaire à l'Ukraine. C'est une mesure de rétorsion de la part de Donald Trump, après l'altercation, le 28 février dans le bureau Oval, avec Volodymyr Zelensky. « À court terme, ce blocage ne devrait pas avoir d'effets sur le front militaire. Mais, à moyen terme, cela pourrait en avoir », souligne le général Olivier Kempf, directeur de la Vigie. Selon Volodymyr Zelensky, l'aide états-unienne ne représente que 30 % de la capacité de défense, rapporte le New York Times. L'aide de Washington, qui s'établit à 65,9 milliards d'euros depuis le 24 février 2022, a surtout été indispensable au tout début du conflit.

Un impact incertain

Depuis l'été 2024, l'Ukraine perd, en moyenne, 400 km² de terrain par mois. La nouvelle donne l'empêcherait d'arriver à la table de négociation dans une situation de force face à la Russie. La situation pourrait s'aggraver si la suspension touchait « quelque chose de plus invisible comme l'appui du renseignement, l'appui par satellite et indirect. Cela pourrait avoir des conséquences plus rapides et directes sur le terrain », souligne Olivier Kempf. Le danger de l'annonce est politique. Les dirigeants russes sont ravis du tour que Donald Trump joue à Kiev. Son administration « ne veut plus nourrir le cabot nazi de Kiev (...) recueilli par une Europe décrépite, s'exclamant joyeusement "Mon toutou !" Rien n'y fait, le chien parasite fou est dangereux. Mieux vaut donc l'euthanasier tranquillement, sans souffrance », a invectivé l'ancien chef d'État russe, Dmitri Medvedev.

Les objectifs de Donald Trump

En suspendant l'aide à l'Ukraine, Donald Trump souhaite voir aboutir son plan de paix, qui exige de Kiev d'importantes concessions. En février, le secrétaire d'État à la Défense, Pete Hegseth, avait dit qu'un « retour aux frontières de l'Ukraine d'avant 2014 est un objectif irréaliste ». En outre, Donald Trump a prévenu que l'Ukraine « peut oublier » une adhésion à l'Otan. Le refus d'y renoncer est l'une des raisons principales qui ont conduit à l'invasion russe, en février 2022. Pour les États-Unis, c'est aux Européens de déployer des troupes en Ukraine pour lui accorder des « garanties de sécurité » et dissuader la Russie de reprendre les hostilités.

En réalité, Donald Trump cherche à se désengager de l'Europe où 100 000 soldats américains sont stationnés, raison pour laquelle il exige que les Européens consacrent 5 % de leur PIB à leur défense. Car les objectifs stratégiques de Washington sont autres : depuis 2011, sous l'impulsion de Barack Obama, les États-Unis ont amorcé un pivot asiatique, estimant que la menace première est la Chine. Aussi, la stratégie actuelle de Donald Trump peut-elle être lue comme un moyen de détacher Moscou de Pékin.

La proposition de Volodymyr Zelensky

Chaque jour, le président Volodymyr Zelensky doit faire face à une nouvelle décision de son homologue états-unien. Chantage énergétique, militaire, sécuritaire, Kiev tente de s'adapter au virage diplomatique de Washington et aux difficiles pourparlers qui s'annoncent. Ce mardi, Volodymyr Zelensky a repris l'initiative en assurant que « l'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour parvenir à une paix durable ».

Malgré l'échange de vendredi, le dirigeant propose de travailler à une « trêve » sous « la direction du président Trump ». Alors qu'une quatrième année de guerre a débuté, avec une profonde usure de la population, ce dernier détaille le projet similaire à celui défendu par le président français et le premier ministre britannique. « Les premières étapes pourraient être la libération des prisonniers et une trêve immédiate dans les airs et en mer pour entamer des discussions de paix, si la Russie fait de même », concède-t-il.

Les Ukrainiens souhaitent mettre fin à la guerre, mais d'une manière qui préserve leur souveraineté et garantisse la sécurité, dont l'intégration dans l'Otan. Les attaques répétées de Donald Trump n'ont pas isolé Volodymyr Zelensky qui reste populaire (63 % d'opinions favorables). « Pour l'instant, la relation de plus en plus tendue et leur divergence n'ont pas amené à se poser la question de son éviction. Les Ukrainiens jugent que ce n'est pas la présence de Zelensky qui est contre-productive, mais celle de Trump, en s'alignant sur Vladimir Poutine », estime un responsable syndical.

L'Europe déboussolée

Face à ces bouleversements, la réponse européenne se borne à se jeter à corps perdu dans une nouvelle course aux armements : il faut « combler le vide », a supplié Margus Tsahkna, le ministre des Affaires étrangères estonien. Mardi, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dégainé l'arme lourde : un plan de 800 milliards d'euros intitulé « Rearm Europe », intégralement ciblé sur les dépenses d'armement. Plan qui sera étudié ce 6 mars à l'occasion de la réunion extraordinaire du Conseil européen consacré à la défense européenne et à l'Ukraine, où Volodymyr Zelensky est invité. « Clairement, depuis huit jours, les dirigeants européens sont dans une panique totale, estime Jean-Marie Collin, directeur d'Ican France. Ils semblent découvrir qui est Trump, alors que l'Europe aurait pu se préparer, au moins depuis 2020. »

D'autant que la réponse apportée n'est que militaire. « On voit une frénésie de dépenses, mais aucune analyse critique de la situation », pointe le député européen du Parti du travail belge, Marc Botenga, qui déplore que l'UE, en trois ans, n'ait « pris aucune initiative diplomatique sérieuse pour mettre fin à cette guerre ». Alors qu'Ursula von der Leyen justifie ce plan par les « menaces », l'élu belge estime qu'il s'agit de « bien les évaluer », et de miser également sur la diplomatie, y compris aux Nations unies. Autant de pistes totalement absentes du discours des dirigeants européens. Ce que résume ainsi Jean-Marie Collin : « Réarmer, c'est facile, les industriels sont ravis. Mais pour en faire quoi ? »